

La lutte pour la République [...] en Belgique, par Felix Morrow (1)

(1945)

Les gigantesques manifestations ouvrières contre le retour sur le trône du roi des Belges Léopold III ont été le premier signe de la profonde radicalisation de la classe ouvrière en Europe occidentale. Faute d'un texte des minoritaires américains portant sur cette question précise, nous avons extrait ce qu'il en est dit dans la première partie, seule publiée, d'un article intitulé « Problèmes tactiques du Mouvement européen ».

Depuis deux ans il y a une discussion dans le Socialist Workers Party sur les problèmes de la Révolution européenne. La position de la majorité du SWP a été très clairement exposée par William Simmons (2) dans « *Tâches trotskystes en Europe* » de *Fourth International* de juillet. Cet article est très utile car il montre clairement ce qui est encore en discussion.

En particulier il montre bien que nous restons en désaccord sur la justesse et l'importance des revendications démocratiques en général et de deux en particulier : la république en Italie et en Belgique, l'Assemblée constituante en Italie, France, Belgique et Hollande. Nous autres, minoritaires, nous insistons en pensant que ces revendications démocratiques ont été et continuent d'être d'une importance fondamentale. Le camarade Simmons, nous le verrons, le nie.

Une question écartée de la discussion

A l'origine, notre désaccord sur cette question a découlé de nos estimations différentes de l'étape actuelle de la conscience de classe du prolétariat européen. Dès 1943, nous avons prédit la sortie de la clandestinité des partis ouvriers traditionnels comme principale direction des masses ; que, par ailleurs, ce serait le résultat de la renaissance des illusions démocratiques pendant la guerre ; que, d'un autre côté, ces partis nourrirait ces illusions, enseignant aux masses que leurs besoins peuvent être satisfaits dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois ; que cette situation dictait aux partis de la IVe Internationale de mettre l'accent sur les revendications démocratiques comme levier pour atteindre les masses et les soulever pour la lutte en faveur de revendications plus profondes.

La majorité du SWP, au contraire, ou bien niait l'existence de ces illusions démocratiques, ou, si elle admettait pour le moment leur existence, ne le faisait que pour prédire leur rapide disparition du fait de la situation économique catastrophique. Comme preuve accablante, elle citait la déclaration de Trotsky en 1940 selon laquelle « *Il ne reste presque plus rien aujourd'hui des illusions démocratiques et pacifistes* » — et refusait de comprendre que le développement ultérieur de la guerre, après 1940, avait ressuscité ces illusions : la renaissance du sentiment national sous l'occupation nazie, la montée d'une génération sans expérience de la démocratie bourgeoise (pas seulement en Italie, Allemagne et Europe orientale) mais aussi, pendant les cinq années d'occupation nazie en Europe occidentale ; la dépendance totale à l'égard de l'Amérique pour le ravitaillement et l'aide économique. Typique de la position d'origine du SWP était cette déclaration de son porte-parole E. R. Frank :

« J'ai lu et entendu des bruits sur le fait qu'il y aurait une formidable renaissance des illusions démocratiques dans les masses parce que la jeune génération n'a pas traversé l'école du parlementarisme, c'est-à-dire pu se faire d'abord "son corpus d'expériences" jusqu'au moment où elle pourra secouer ses illusions démocratiques. Quelle incapacité à comprendre le sens des événements et

à sentir l'état d'esprit, les aspirations, les sentiments des masses ! » (Fourth International, décembre 1944, p. 378)

Dans un éditorial condamnant la minorité, la majorité disait :

« La Convention a rejeté les assertions de Morrow concernant les perspectives de la démocratie bourgeoise en Europe. Les développements depuis la chute de Mussolini ont renforcé le pronostic du parti que le programme de l'impérialisme anglo-américain est si réactionnaire que les illusions initiales des masses, concernant les plans et les intentions des autorités d'occupation alliées, sont vite dissipées par leur propre expérience. En d'autres termes, la crise en Europe est si catastrophique par nature que les illusions démocratiques bourgeoises ne peuvent trouver aucun sol fertile. Cela a été attesté plus tard par les récents événements de France, Italie, Belgique et Grèce » (ib. p. 359).

La majorité déduit l'impossibilité d'illusions démocratiques de la situation économique. Elle a ainsi été coupable d'une théorie fautive sur le rapport entre économie et politique, déduisant automatiquement des conséquences politiques de la situation économique. La minorité par ailleurs, insistait que les illusions démocratiques ne pourraient disparaître qu'en résultat d'une expérience politique des masses avec la démocratie bourgeoise.

Et maintenant, enfin, la position de la minorité est reconnue par Simmons, qui écrit :

« Parmi les facteurs importants émergeant des développements en Europe, tels que les énumère Morrow, il y a les suivants : "la renaissance d'illusions démocratiques dans des fractions considérables des masses" parce que "de nouvelles générations ont grandi sans aucune expérience de la démocratie bourgeoise et sans participation à la vie politique". Il en est indéniablement ainsi. Il estime que "ces masses devront avoir traversé un certain corpus d'expériences avant de comprendre que leurs besoins ne peuvent être satisfaits dans le cadre de la république démocratique". Aucun doute, c'est vrai, bien que l'expérience puisse être acquise sous une forme concentrée et en un temps très court.

Le camarade Morrow conclut de l'expérience italienne jusqu'à présent que "les partis ouvriers traditionnels, de même que les partis centristes et démocrates-libéraux, émergeront dans l'Europe entière comme les principaux partis de nombre de pays européens. Je ne peux pas dire pour l'Allemagne, qui est le secteur le plus décisif de la révolution allemande, quoique dans une mesure bien plus limitée, cela puisse aussi devenir vrai là .

Il n'y a encore de ma part aucun besoin, aucun désir de chercher querelle aux formulations générales citées dans le paragraphe ci-dessus [...].

Dans cette situation, les partis de la IVe Internationale, grands ou petits, doivent aller avec les masses dans ce corpus d'expériences [...] Conformément aux besoins de chaque situation, ils doivent avancer les revendications démocratiques et combattre pour elles » (Fourth International, juillet, p. 216).

Nous, de la minorité, ne pouvons que saluer cette déclaration, qui fait disparaître une question chaudement discutée depuis octobre 1943.

Mais la discussion rebondit

Malheureusement, cependant, le camarade Simmons et ceux pour qui il parle ne comprennent pas les conclusions logiques de leur reconnaissance des illusions démocratiques.

Si les masses ont des illusions démocratiques, qu'est-ce qui en découle ? Comment pouvons-nous prouver aux masses que leurs besoins ne peuvent pas être satisfaits dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois ?

Ce n'est pas, bien sûr, un problème nouveau et notre réponse est une réponse léniniste : plus nous pouvons gagner une démocratie complète, plus les ouvriers verront clairement que ce n'est pas leur manque de liberté mais le capitalisme lui-même qui est la cause de leurs souffrances. Dans la lutte pour la démocratie la plus complète, les bolcheviks peuvent démontrer aux travailleurs que ce sont les révolutionnaires, pas les réformistes, qui sont les combattants les plus dévoués aux besoins du peuple.

Contre cela, l'approche de la majorité du SWP élève une objection qui, si elle était juste, dicterait une attitude tout à fait différente à l'égard des revendications démocratiques. Elle est que les réformistes avancent eux aussi des revendications démocratiques et que, par conséquent, le fait d'avancer des revendications démocratiques ne peut distinguer les révolutionnaires des réformistes aux yeux des ouvriers. Simmons le montre comme suit :

« Dans l'Italie du Nord, le mouvement partisan militant, évidemment sous la direction des staliniens, des social-démocrates et des libéraux de gauche, revendique la république. Même la social-démocratie belge a faiblement élevé la voix pour une telle revendication. En France et ailleurs, des revendications proviennent de ces partis pour une Assemblée constituante, prenant évidemment grand soin que les véritables mesures soient retardées le plus possible [...] Le simple fait d'avancer des revendications démocratiques ne servira pas en lui-même à distinguer les IVe internationalistes de la position de ces partis. Il est donc important de reconnaître ce fait que les revendications démocratiques ne sont pour nous que secondaires et épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat et qu'elles le sont particulièrement aujourd'hui en considération de l'effondrement capitaliste total ».

De cette assertion de l'impossibilité de nous distinguer des réformistes sur le plan des revendications démocratiques, Simmons tout à fait logiquement, tire une distinction très nette entre mon approche et la sienne :

« Comment les révolutionnaires peuvent-ils remporter le grand conflit pour la direction ? En soulignant et en insistant sur le rôle des revendications démocratiques ? Non ! Notre conclusion doit être exactement l'opposé de celle que tire Morrow. Elle doit partir de l'idée que les partis de la IVe Internationale possèdent l'énorme avantage d'un programme révolutionnaire. C'est pourquoi, s'il y a dans la lutte générale quelque chose qu'il faut soutenir et souligner, c'est le contenu révolutionnaire de ce programme. Il leur faut souligner l'issue socialiste de l'effondrement capitaliste en mots d'ordre révolutionnaires clairs et précis. En fait, il leur faut mettre en avant comme leur revendication la plus pressante l'expropriation des capitalistes et la socialisation des moyens de production ».

Le problème est donc clair : nous, minorité, nous affirmons l'énorme importance de ces revendications démocratiques comme la république et l'Assemblée constituante, précisément du point de vue de rendre le parti révolutionnaire capable de trouver sa voie vers les masses. De son côté, le camarade Simmons assure que le parti révolutionnaire ne peut se distinguer des réformistes sur le plan des revendications démocratiques et que donc les révolutionnaires doivent « faire leur revendication la plus pressante » de l'expropriation du capitalisme. Tandis que le camarade Simmons ne le dit pas clairement, nous verrons qu'en pratique cette position signifie soit s'opposer soit ignorer les mots d'ordre de la république et de l'assemblée constituante.

A la différence de la première période de la discussion, quand nous étions limités à des considérations théoriques, nous pouvons maintenant argumenter en termes d'expérience de nos camarades et du prolétariat, depuis que les nazis ont été chassés d'Europe occidentale. Même maintenant, nous n'avons que des informations fragmentaires de nos camarades mais cela suffit à régler cette discussion.

La crise Léopold en Belgique

Très tôt dans la crise Léopold (3), et avant d'avoir pu apprendre de nos camarades belges, la question s'est posée de la forme sous laquelle il fallait traiter les événements dans *The Militant* et *Fourth International*. C'était là l'épreuve décisive de la différence d'approche entre nous et la majorité dont parle le camarade Simmons.

Au comité politique du 21 juin, j'ai présenté la motion suivante :

« Que, dans notre analyse de la lutte de la classe ouvrière belge contre le retour du roi Léopold, nous condamnions les partis socialiste et communiste pour n'avoir pas pris les mesures suivantes :

- Exclusion du gouvernement des ministres bourgeois favorables au retour de Léopold. Ainsi le gouvernement se transformerait en gouvernement socialiste-communiste.
- Arrestation de la famille royale, le Régent (4) compris, et autres réactionnaires et industriels qui ont comploté avec Léopold pour son retour.
- Proclamation immédiate de la république démocratique.
- Autorisation d'élection de comités de soldats dans les régiments belges.
- Armement des ouvriers. Contrôle de la production par les comités d'usine élus afin d'assurer la poursuite de la production pour les besoins des ouvriers.

Brièvement, ma motivation pour cette motion était que le problème des problèmes, pour le mouvement trotskyste, est d'arracher les masses aux partis socialiste et communiste. Ce ne peut être fait par la propagande pour les vertus du socialisme, que le prolétariat de Belgique d'esprit socialiste connaît très bien, ni par une propagande également abstraite pour la révolution prolétarienne, dont les ouvriers communistes et beaucoup d'ouvriers socialistes croient que leurs dirigeants sont partisans.

Notre tâche est de montrer le contraste entre ce que ces partis devraient de toute évidence faire et ce qu'ils font réellement dans les situations concrètes qui surgissent. Le retour de Léopold était le type d'une de ces situations. Les partis socialiste et communiste s'opposaient à son retour mais défendaient le maintien de la monarchie. Aux travailleurs qui suivent les partis socialiste et communiste, nous disions : « *Vos partis refusent même de rompre avec la monarchie à un moment où il est clair qu'ils auraient pu s'en débarrasser une fois pour toutes ; quand de tels partis ne proclament même pas la république quand c'est possible de le faire, comment pouvez-vous attendre qu'ils vous mènent au socialisme ?* »

La majorité du comité politique a repoussé ma motion et adopté la suivante :

« *Qu'en dénonçant le rôle des social-démocrates et leur comédie de lutte contre Léopold, nous nous basons sur le programme des camarades belges et soulignons particulièrement la revendication de retrait des troupes alliées* ».

Le « *programme des camarades belges* » auquel cette motion fait référence avait été publié des mois auparavant : **il n'y avait dedans aucune référence à la question de la monarchie.**

Les ouvriers belges contre la monarchie

La question en jeu était celle de la monarchie. C'est sur quoi portait la crise belge, et c'est sur quoi portait ma motion. Ma réponse, c'était la république ; le Comité politique a repoussé ma motion et la sienne n'a pas répondu à la question posée.

« *Espérons* », écrivai-je à l'époque « *que nos camarades belges n'ont pas, eux aussi, examiné un programme d'action écrit à une autre époque et avec d'autres situations en vue. Espérons que nos camarades belges ont répondu à la question réelle que la vie leur a posée. Mais s'ils l'ont fait, c'est qu'ils ont suivi une autre méthode que celle de notre Comité politique* ».

L'espoir que je plaçais dans les camarades belges était-il justifié ? Quatre jours après les motions citées plus haut, les partis socialiste et communiste ont convoqué une manifestation de masse dans le centre industriel de Charleroi pour réclamer l'abdication de Léopold, c'est-à-dire la continuation de la monarchie sous la forme d'une régence du frère de Léopold. Plus de 10 000 ouvriers sont sortis malgré la tiédeur de la revendication.

Nos camarades sont entrés dans la manifestation avec leurs propres mots d'ordre et ont pu envoyer un rapport de succès : « *Depuis le début, les mots d'ordre lancés par nos camarades de Charleroi, "Léopold en prison", "A bas la monarchie" étaient repris par l'immense majorité des manifestants* », raconte le numéro du 14 juillet de *La Lutte ouvrière*, organe de nos camarades du Parti communiste révolutionnaire de Belgique. Ce succès a été suivi de réactions semblables à nos tracts et à la presse de nos camarades.

Dans son empressement à démontrer que le simple fait de lancer des revendications démocratiques ne permettait pas de distinguer les révolutionnaires des réformistes, Simmons dit que le Parti ouvrier belge n'a donné qu'une « *faible voix* » à la revendication de république. En réalité cependant, il n'a rien fait de ce genre. Avec le Parti communiste, il s'est opposé au retour de Léopold mais a accepté que la monarchie continue. Ce qui est vrai, c'est que, traditionnellement, le mot d'ordre de république est inscrit dans le programme du POB. Loin d'affecter les différences entre réformistes et révolutionnaires, ce fait a ouvert à nos camarades une fantastique occasion d'agitation avec succès auprès des membres du POB, les appelant à obliger leurs dirigeants à appliquer le programme du parti !

Dans leur agitation au cours de la crise Léopold, nos camarades ne se sont bien entendu pas limités au mot d'ordre de république. Leur agitation a suivi la même méthode que ma motion : expulsion des ministres bourgeois, arrestation des réactionnaires, armement des ouvriers, contrôle ouvrier de la production, etc. C'est la méthode des revendications démocratiques et transitoires — tissées ensemble.

Soviets pour la République ?

Au lieu de ma proposition pour des comités d'usine et de soldats — une proposition abstraite — les camarades belges firent une proposition concrète, basée sur ce que j'avais ignoré, l'existence de Comités de Vigilance qui dataient du temps de l'occupation nazie et qui étaient maintenant réduits aux directions du POB, du PC et du parti libéral. Nos camarades proposèrent leur élargissement, les transformant de comités « *d'alliance démocratique* » en organes vraiment populaires, expulsant les libéraux (bourgeois) et envoyant siéger dans les comités des délégués démocratiquement élus des ouvriers des usines et des banlieues. Ces comités devaient prendre en charge le combat pour la république, arrêter les officiers qui préparaient une dictature royaliste, organiser les milices ouvrières, etc.

Que sont ces comités ? Des soviets. Notons cependant qu'ils devaient être lancés sous le mot d'ordre de lutte pour la république. En d'autres termes, à cette étape, c'est la revendication démocratique de la république qui permet à nos camarades de populariser l'idée des soviets. On oublie trop souvent que **les soviets commencent comme organes du front unique du prolétariat spécifiquement créés pour lutter pour une revendication généralement acceptée**. Loin de gêner notre propagande pour les soviets, c'est précisément le fait que le POB est pour la république qui a facilité la revendication de nos camarades pour les comités de base nécessaires pour la lutte en sa faveur.

Le camarade Warde (5) (qui a bien sûr voté contre le mot d'ordre de république pour la Belgique) cherche maintenant à trouver une différence « *profonde* » entre le mot d'ordre utilisé par nos

camarades belges et par Morrow : pour les camarades belges, dit-il, « *ce n'était qu'un point de départ* ». Quant à moi, je présume que je suis pour le maintien de la république... Oui, en Belgique [...] le mot d'ordre de république n'est qu'un simple point de départ. Mais, sans lui, on ne peut pas aller dans la direction des soviets. Et c'est là toute l'affaire.

Quelques camarades essaient d'opérer une importante distinction entre appeler à la république et appeler à une république démocratique, c'est-à-dire bourgeoise, l'implication étant que, quand ils parlent de république, nos camarades belges appellent en réalité à une république socialiste. Ce qui est vrai, bien entendu, c'est que, le jour où les réformistes proclameront la république (bourgeoise) nous condamnerons le contenu qu'ils lui donneront comme une trahison des aspirations des travailleurs à une vie meilleure. En ce sens, la revendication de la république est une formule algébrique, les révolutionnaires lui donnant un sens très différent de celui que lui donnent les réformistes : pour les révolutionnaires, la proclamation de la république est un pas en avant dans la lutte pour le socialisme tandis que, pour les réformistes, elle est une fin en soi.

Mais cela ne change pas le caractère **démocratique** de la revendication de république ; ce n'est pas une revendication socialiste ; elle **ne signifie pas** que nous proposons de remplacer la monarchie par le pouvoir soviétique, car, dans ce cas, nous n'appellerions pas à la république mais à la république soviétique. Toute l'affaire de la situation actuelle en Belgique [...], c'est précisément que le moment n'est pas au mot d'ordre de république soviétique.

Notes :

(1)« *Tactical Problems of the European Movement* », *Fourth International*, VII, Jan. 1946, pp. 18-22, ici 18-20.

(2)**Arne Swabeck**, dit **William Simmons** (1890-1986), peintre en bâtiment danois, émigré en Allemagne, Roumanie et aux EU où il est un dirigeant socialiste puis communiste. Il rejoint dans les premiers la CLA à Chicago et est un dirigeant important du SWP.

(3)**Léopold III** (1901-1983), roi des Belges en 1934, avait capitulé militairement en 1940 et était accusé de sympathies pour la collaboration. Emmené en Allemagne, il avait négocié avec le gouvernement son retour de Suisse et la nouvelle provoqua la crise.

(4)La régence du royaume, en l'absence de Léopold III, avait été confiée à son frère **Charles comte de Flandre** (né en 1903).

(5) **William F. Warde** était le pseudonyme de **George Novack** (né Novograbelski) (1909-1992); fils d'émigrés, brillant étudiant de Harvard, publicitaire, rejoignit la CLA en 1933 puis fut secrétaire du comité de défense de Léon Trotsky. Dans tous les débats internes du SWP, il soutint la direction.